

on aboutit à une impasse. La chute progressive de la monnaie, — chute dont le mouvement accéléré ne peut plus être enrayé quand elle dépasse certaines limites, ainsi que le montre l'exemple de l'Allemagne, — aboutit à la catastrophe et à la banqueroute générale. Un redressement sensible de la monnaie risque, de son côté, de contraindre l'Etat à la répudiation partielle de ses engagements, en le mettant dans l'impossibilité de trouver dans l'impôt, à moins d'écraser les contribuables, toutes les ressources nécessaires au service intégral de la dette publique.

Cette situation suggère plusieurs réflexions. La première, c'est que l'inflation, la politique des emprunts à jet continu, les mesures imprudentes propres à semer l'effroi parmi les classes possédantes, en précipitant la chute de la monnaie, mènent tout droit au désastre. Le devoir essentiel d'un gouvernement digne de ce nom est de s'opposer, de toute son énergie, à la dépréciation de la devise nationale. Or, les expériences faites en ces dernières années montrent toutes que, pour guérir le mal causé par l'inflation, il ne suffit pas de faire de la déflation, c'est-à-dire d'agir directement sur le chiffre de la circulation, pour le réduire, mais que les moyens les plus efficaces pour abaisser les prix et relever le change sont l'augmentation de la production et le rétablissement de l'équilibre budgétaire (1).

Un pays ne peut aspirer à devenir maître de son change que du jour où il a restauré son budget et en a assuré l'équilibre, ou même, suivant un néologisme à la mode, le « superéquilibre ». Or, si les procédés d'équilibre du budget sont d'une application difficile, ils sont du moins fort simples à concevoir, puisqu'il n'en existe que deux : les économies pour réduire les dépenses, et l'impôt pour augmenter les recettes.

Dans les circonstances actuelles, il va de soi que les économies constituent le plus impérieux des devoirs. A plus forte raison, convient-il de réfréner cette tendance permanente à l'augmentation des dépenses publiques, que nous signalions au début. Cependant, on doit se garder ici de certaines erreurs ou de certaines illusions. D'abord aucun art n'est plus difficile que celui des économies. Réduire les dépenses publiques, ce n'est pas rogner à des services qu'on laisse subsister, des crédits indispensables, de façon qu'ils cessent de pouvoir fonctionner, sans cesser de coûter ; ce n'est pas grappiller sur les chapitres du budget — sur une cinquantaine de milliards de dépenses, une économie d'un million représente *un cinquante millième* de réduction ; — c'est reviser tout le programme

---

(1) Ch. Rist, *La déflation*, p. 129.